



Discours du CUP Ge prononcé lors du rassemblement hebdomadaire du 5 mai 2026 suite à l'annonce de la visite d'I. Cassis

Genève. Rappeler les méfaits d' Ignazio Cassis - Conseiller fédéral chef du DFAE, ainsi que la complicité silencieuse du Conseil fédéral et de la majorité du parlement.

La CICAD a invité pour son gala annuel le 11 mai prochain, le ministre des affaires étrangères suisse Ignazio Cassis, qui, depuis son élection au Conseil fédéral, s'est illustré par son soutien inconditionnel à la politique de l'Etat colonial et génocidaire israélien.

Le CUP a choisit de ne pas dérouler le tapis rouge à la CICAD afin qu'elle ne profite pas, une fois de plus de cette occasion, pour traiter d'antisémites les militant.e.s qui soutiennent la lutte du peuple palestinien.

Mais nous avons décidé de « dédier » le rassemblement du 5 mai 2026 à rappeler les méfaits d' I. Cassis, ainsi que la complicité silencieuse du Conseil fédéral et de la majorité du parlement.

Monsieur Cassis,

en Palestine et en Suisse, votre politique étrangère honteuse, fait partie des problèmes, pas des solutions !

Honteuse est votre négation systématique des droits humains du peuple palestinien et votre mépris du droit international, par exemple des Conventions de Genève dont la Suisse est dépositaire.

. Peu de temps après votre élection au CF, vous attaquez le droit au retour des Palestiniens, et l'existence de l'UNRWA, en affirmant que l'UNRWA est "la cause du problème et non la solution", et que " l'UNRWA fournit les munitions pour prolonger le conflit."

. De même en 2019, vous n'avez pas apporté votre soutien à P. Krähenbühl, à l'époque directeur de l'UNRWA, quand il a été bassement attaqué par Israël (et d'autres).

. Après octobre 2023, Philippe Lazzarini, nouveau directeur, n'a pas reçu non plus votre soutien alors que l'UNRWA est attaqué pour complicité avec le Hamas. Bien au contraire! Vous avez alors défendu la suppression de la contribution de la Suisse au budget de l'UNRWA - qui jusque là était de 20 mio. Heureusement, le Parlement a eu la décence d'approuver plus tard la réintroduction d'une demie subvention - 10 mio - mais "pas un sou à Gaza et en Cisjordanie" !

. Puis systématiquement, depuis octobre 2023, vous avez affirmé qu'Israël a le droit de se défendre, et vous avez refusé toute dénonciation et sanction contre l'État israélien, génocidaire à Gaza, et coupable de nettoyage ethnique en Cisjordanie. Vous avez osez dire publiquement: " Ce n'est pas le moment de proposer les bons offices de la Suisse. Nous sommes en guerre."

A GAZA,

Le DFAE, le CONSEIL FÉDÉRAL et le PARLEMENT n'ont pas reconnu le génocide, méprisant par là les prises de position de la Cour pénale Internationale, de la Cour internationale de Justice et de l'ONU.

ILS N'ONT PAS DÉNONCÉ les crimes de guerre commis par Israël, ...

- comme la destruction intentionnelle des systèmes de santé, d'éducation et d'approvisionnement en eau,
- comme les déplacements forcés.

PAS DÉNONCÉ NON PLUS l'utilisation, comme arme de guerre...

- de la famine,
- de la destruction des terres agricoles,
- de l'assassinat ciblé des femmes et des enfants.

PAS UN MOT sur les kidnappings et emprisonnements de milliers de Gazaoui.e.s avec usage de la torture et du viol,

Pas un mot sur le blocage de l'aide humanitaire,

Pas un mot sur l'interdiction des activités de l'UNRWA et les destructions de ses infrastructures

Pas un mot sur les assassinats des journalistes palestinien.ne.s,

Pas un mot sur l'interdiction d'entrer à Gaza des médias étrangers.

SILENCE TOTAL sur les ruptures incessantes du cessez-le-feu par Israël, et l'annexion de 53% de la bande de Gaza.

EN CISJORDANIE ET À JÉRUSALEM, le DFAE, le Conseil fédéral et le Parlement n'ont pas dénoncé :

- l'extension galopante des colonies,
- les attaques mortelles commises par les colons,
- le vol des terres, de l'eau, et la destruction des récoltes et des oliveraies,
- la destruction des maisons comme punition collective,
- les attaques contre les camps de réfugiés, symboles de résistance,
- l'intensification du bouclage des voies de communications, villes et villages,
- l'interdiction des activités de l'UNRWA et la destruction de ses infrastructures, notamment à Jérusalem.

Israël criminel

Israël au tribunal

La Suisse complice

POUR NOUS, HABITANTS ET HABITANTES DE GENÈVE ET DE LA SUISSE, IL EST URGENT QUE NOTRE GOUVERNEMENT ...

respecte et fasse respecter le droit international, comme il s'y est engagé en signant, par ex, les Conventions de Genève, qui protègent les civils en cas de guerre, ou les Droits de l'enfant, qui interdisent l'emprisonnement des mineurs.

En conséquence, il est urgent

- que notre gouvernement dénonce clairement le génocide à Gaza et le nettoyage ethnique de toute la Palestine,
- qu'il dénonce la nouvelle loi israélienne qui condamne les prisonniers palestiniens à la peine de mort, et exige la libération de tous les Palestiniens, otages dans les prisons israéliennes
- qu'il prenne des sanctions contre Israël, comme il le fait depuis 4 ans pour la Russie, par ex. qu'il stoppe la collaboration militaire qui soutient le génocide,
- qu'il propose au parlement de rétablir la contribution entière à l'UNRWA, y compris en Palestine.
- qu'il exige des autorités israéliennes de laisser le CICR faire son travail, en particulier les visites aux prisonniers.

- qu'il accorde de nombreux visas humanitaires aux Gazaoui.e.s qui demandent à la Suisse protection et soins médicaux
- qu'il fasse pression sur Israël pour laisser entrer tous les media à Gaza et en Cisjordanie, et que tous les journalistes soient protégé.e.s dans l'exercice de leur travail.

Et nous rappelons...

- que les membres des flottilles pour Gaza ne sont pas partis pour faire du tourisme mais pour dénoncer le blocus.
- que le droit de la mer s'applique aussi à Israël, qui doit être sanctionné pour ses violations.
- que tous les Etats - dont la Suisse - doivent dénoncer les tortures et traitements dégradants infligés aux 2 membres de la Global Sumud flotilla qui viennent d'être kidnappés par Israël, et exigent leur libération immédiate.
- qu'en toutes circonstances - donc pour les participant.e.s suisses aux flottilles vers Gaza - la Suisse a un devoir moral de protection et d'assistance à ses ressortissant.e.s.

Plus globalement, nous dénonçons la politique honteuse du gouvernement suisse qui privilégie les profits de l'économie et de la finance au détriment des droits de la grande majorité des hommes et des femmes de cette planète. Rappelons que Genève est le centre névralgique du négoce international, où se concentrent des multinationales qui alimentent les guerres, aggravent les inégalités et accélèrent la destruction de la planète. Nous le savons bien, les victimes de cette politique sont avant tout les populations du Sud.

Cette même politique laisse les mains libres aux guerres de conquête impérialistes et d'extermination des populations qui résistent, et participe activement - encore une fois - au démantèlement total du droit international et du droit international humanitaire.

Dans le monde de M. Cassis, seul compte le droit du plus fort.

C'est contre toutes ces politiques - soutenues bien sûr par bien d'autres "va-t'en-guerre" que Cassis et le Conseil fédéral - que nous préparons la grande manifestation NOG7, pour signifier aux puissants qui organisent tous les crimes contre l'humanité perpétrés en Palestine, au Liban, en Iran, au Soudan, en RDC, au Venezuela, à Cuba, ... que ce sont eux qui constituent le véritable danger pour les peuples du monde entier, la planète et la démocratie.

Préparons-nous déjà à être nombreux et nombreuses, dans les rues de Genève les 13 et 14 juin, pour refuser ces logiques de guerre, l'exploitation des peuples, et de la planète. Israël criminel, Israël au tribunal, la Suisse complice !

Vive la résistance du peuple palestinien !

Une seule solution : arrêtez l'occupation !

Boycott Israël !

Boycott économique, boycott académique, embargo militaire contre l'Etat génocidaire !

From the river to the sea, Palestine will be free !

Solidarité avec les peuples du monde entier !